

Paroles

« Eux, ils n'ont pas besoin de manifester pour avoir tout ce qu'ils ont »

Trajectoire militante et mobilisation dans le South Side de Chicago

à Ferguson en août 2014, puis quelques mois plus tard, en avril 2015, à Baltimore, le meurtre par la police de jeunes Africains-Américains a déclenché d'importantes révoltes populaires que nombre de journalistes et de membres des élites politiques ont promptement qualifié d'« émeutes ». Or, ces mouvements de révolte, qui ont donné naissance à un mouvement national contre les violences policières, ont rappelé à ceux qui pensaient benoîtement que l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis annulerait d'un coup de baguette magique plusieurs siècles d'esclavage et de ségrégation, inaugurant une nouvelle ère « post- raciale », que la persistance du racisme structurel est indissociable de phénomènes de ségrégation spatiale, de chômage et de sous-emploi chroniques, et d'un retrait de l'État social qui s'accompagne d'une croissance et d'une consolidation de l'État pénal – bref, que « question raciale » et « question sociale » ne sont nullement indépendantes l'une de l'autre. En effet, appréhender les formes contemporaines de mobilisation civique et politique aux États-Unis implique nécessairement d'articuler des logiques d'oppression raciale avec les logiques de domination sociale.

CLÉMENT PETITJEAN

Doctorant en civilisation américaine à Paris-Sorbonne (laboratoire HDEA)

C'est ce qu'illustrent à la fois la trajectoire et les propos de J.B., ancien *education organizer* pour la Kenwood Oakland Community Organization (KOCO), organisation africaine-américaine implantée dans le ghetto noir du South Side, à Chicago. Comme des millions d'autres Noir-e-s, les parents de J.B., nés dans le Sud des États-Unis (Mississippi et Arkansas), ont émigré vers les grands centres industriels du nord-est et du Midwest (New York, Chicago, Detroit, Cleveland, etc.) pour trouver du travail mais également pour fuir la ségrégation et les violences racistes. Comme d'autres, ils ont connu une relative ascension sociale au cours de leur vie et appartenaient aux fractions les plus stabilisées des classes populaires. Le père de J.B. était ouvrier de la métallurgie syndiqué, et sa mère « infirmière certifiée » (*registered nurse*). Né dans le South Side, J.B. a connu, lui aussi, une certaine ascension sociale. En 1991, sa carrière de rappeur « conscient » semblait lancée – selon

une ancienne directrice exécutive, il aurait été le premier rappeur de Chicago à avoir signé en major, chez l'un des six plus gros labels de l'industrie du disque –, lorsqu'il a commencé à intervenir dans des écoles, et que KOCO lui a proposé d'être bénévole. Ancien militant de base, J.B. est rentré au bureau de l'organisation en 1993, puis il en est devenu le président en 2000. Entre 1993 et 2006, J.B. travaillait comme éducateur dans le South Side. Il s'occupait notamment d'un programme de formation des enseignants, le « Teacher Training Institute », et dirigeait une *community school*¹, la South Shore School of Entrepreneurship. De 2006 à 2014, J.B. était salarié de KOCO, en charge des questions éducatives (*education organizer*). En 2014, il a fondé un réseau national, dont il est le directeur, regroupant des *community organizations*² mobilisant sur les questions d'éducation. Par ailleurs, à l'instar de très nombreux autres *organizers* à Chicago, J.B. est plus doté en capital culturel que ceux qu'il mobilise et représente. Il fait partie

1. Souvent financées par des fonds publics, les *community schools* sont à la fois des établissements scolaires et des maisons de quartier. Elles combinent ainsi activités d'enseignement, services périscolaires, cours pour adultes et prestations sociales et culturelles.
2. Mettant en avant un ancrage local fort, les *community organizations*, également appelées *community-based organizations*, assurent depuis les années 1980 de nombreux services sociaux à l'échelle locale et régionale. Elles visent dans le même temps à représenter la *community*, à la fois territoire donné, cellule de base de la société civile et ensemble des représentants légitimes des groupes locaux. Pour une analyse de la professionnalisation des *community organizations*, voir C. Petitjean, « Experts en mobilisation des pauvres ? Les dynamiques de professionnalisation du *community organizing* à Chicago », *Mouvements*, à paraître.

des 11 % d'Africains-Américains de Chicago qui, selon l'enquête American Community Survey, sont titulaires d'un *bachelor's degree*, soit l'équivalent d'une licence.

Dans l'entretien qui suit, réalisé en anglais, J.B. revient sur son parcours militant et sur les différentes mobilisations auxquelles il a participé dans les quartiers quasi exclusivement noirs du South Side. La lutte contre le racisme structurel et ce que J.B. appelle la « discrimination intentionnelle » s'y manifeste notamment par la défense d'un des derniers lycées publics du quartier de Bronzeville. Dans le même temps, les formes de mobilisation collective pour faire pression sur les pouvoirs publics prolongent et complètent des programmes d'aide sociale que les différents niveaux de l'État américain ont délégué à des organisations privées.

Comment es-tu devenu organizer ?

J'habitais ici, dans le quartier de Bronzeville, et ce que je voyais autour de moi ne me plaisait pas trop. À l'époque, j'étais dans l'industrie du disque. Tout ça, c'est arrivé au moment où j'ai signé chez PolyGram. Avec mon groupe, on avait sorti un album chez eux, ça marchait pas mal pour nous à travers le pays. Et on peut dire que je faisais du rap à la Public Enemy, je faisais du rap conscient. Et donc on a commencé à m'inviter dans les écoles et les lycées pour parler avec les jeunes. Je suis allé dans une école du quartier, qui s'appelle Shakespeare. Et c'était juste... J'étais là, à parler avec les jeunes, et je me suis dit : « c'est ça qu'il faut que je fasse. » Je n'avais pas toutes les réponses, mais c'est une expérience qui m'a marqué.

C'était quand ça ?

C'était en 1991. [...] On m'a mis en contact avec KOCO, pour faire du travail bénévole. Mon groupe s'était dissout, on était en train de quitter Polygram. MCA m'avait proposé de signer chez eux, mais KOCO m'avait aussi proposé de m'occuper bénévolement des programmes pour les jeunes. C'est la meilleure décision que j'aie jamais prise, je pense. Et donc j'ai décidé de devenir bénévole. Mais c'était des programmes d'aide [*program delivery*], c'était pas du *community organizing*.

Qu'est-ce que t'entends par « programme d'aide » ?

Préparer, organiser et appliquer des programmes sur le long terme dans des écoles ou dans les quartiers [*in the community*]. Par exemple, la banque alimentaire, là [il fait signe de la main vers l'étagère, dans le couloir, sur laquelle sont entreposés des sacs en carton contenant de la nourriture], c'est un programme. Ce n'est pas de l'*organizing*. C'est un service qu'on fournit aux gens du quartier. Et donc on avait des programmes pour aider les jeunes à s'affirmer [*youth leadership programs*]. Tu vas dans un lycée, par exemple, et si ce que tu fais, ça plaît au principal, ça plaît aux parents d'élèves, alors on te dit : « c'est bon, je vous confie mes élèves. » C'était tous les jeudis, de 13 heures à 13 heures 50. Et donc il y avait plusieurs lycées avec lesquels on avait ce genre de relations dans le quartier. Je n'étais pas salarié, j'étais bénévole. Mais j'adorais ça, c'était ce que je voulais faire. Ça, c'était en 1993, quand j'ai commencé à me bouger. Et j'ai commencé à prendre

conscience que tout ça renvoyait à des questions de justice, des questions d'inégalités dans les écoles. Il y a beaucoup d'écoles avec lesquelles on travaillait qui n'avaient pas de salle informatique, qui n'avaient pas la clim'. Et du coup, ça m'a poussé vers les mobilisations [*organizing*]. La première campagne à laquelle j'ai participé, c'était en 1993. On avait formé quelque chose qui s'appelait le Community Action Network. Ce groupe venait d'un programme que j'avais monté, qui s'appelait *Taifa*. C'est un mot très important en swahili, ça veut dire « nation ». C'était un groupe de prise de conscience destiné aux Noirs [*black awareness group*] qui se réunissait dans un local de quartier, pas loin d'ici, tous les lundis soirs.

C'était organisé par KOCO ?

C'était organisé par KOCO, oui. Il y avait beaucoup de monde à chaque fois, entre trente et soixante personnes. Et les gens ont commencé à parler de ce qui leur tenait à cœur. Ils ont notamment parlé de l'épicerie du quartier, qui s'appelle One Stop. Elle est au croisement de la 43^e et de Lake Park. Cette épicerie est là depuis les années 1940. Mais c'était pas très... la viande se périmait, et au lieu de la jeter ils la mettaient en promotion, à 25 cents. [*silence*] C'était un endroit dégoûtant, à plein de niveaux. Avec quelques anciens du quartier, on a réalisé une enquête [*community survey*]. On est rentrés dans One Stop et on a pris des photos. Puis on a commencé à faire pression sur eux, pour qu'ils nettoient les rayons. C'était la première fois que j'organisais une conférence de presse. Et One Stop a fini par nettoyer les rayons. [...] Maintenant, quand tu vas à One Stop, il y a des portes

électriciens, alors qu'avant il n'y en avait pas. Le magasin est propre, alors qu'avant il était dégoûtant. Après, ça reste une épicerie de mauvaise qualité, mais c'était ma première victoire. [...] C'est important de mettre en place des programmes, parce que ça t'apprend à satisfaire les besoins des gens. Tu connais peut-être le proverbe qui dit : « on ne peut pas nourrir quelqu'un qui a faim avec de l'idéologie, il faut lui donner à manger. » C'est ce que j'ai appris à travers le groupe *Taifa*, en travaillant dans plusieurs écoles du quartier et dans d'autres endroits de la ville. J'ai même monté un programme artistique, qui s'appelait « La Vérité », où j'aidais les jeunes à écrire des pièces qu'ils jouaient ensuite un peu partout. [...] On a une formule pour décrire ça, à KOCO : « mobiliser, appliquer, évaluer. » On apprend à faire ça en s'occupant de programmes. Tu montes une petite équipe de gens qui vont t'aider à mettre le programme en place, tu le prépares, tu l'appliques, et les gens tiennent plusieurs rôles que tu évalues. Ça te permet de monter des actions plus solides. Mais ça t'apprend aussi à écouter. Et à le faire efficacement, parce que tu ne peux pas satisfaire le besoin de quelqu'un si tu n'as pas identifié le besoin en question. Mais le plus important, c'est que ça t'apprend à entretenir de vraies relations. Je vais t'expliquer pourquoi la manière dont on mobilise, à KOCO, est différente des autres approches.

En général, on te parle de Saul Alinsky³ et de son modèle de *commu-*

nity organizing. C'est un modèle très impersonnel, où l'objectif est surtout d'amasser un nombre suffisant de gens pour faire pression sur le pouvoir. En général, les campagnes de ce type sont courtes. Nous, nous répondons aux besoins des gens en montant des programmes. Nous répondons aux besoins de base, que ce soit un sac de nourriture, quelqu'un qui a besoin d'un emploi, ou un parent d'élève qui veut de l'aide aux devoirs pour son enfant. Beaucoup de gens sont avec nous, à KOCO, depuis 8, 10, 15, 20 ans. Prends un gamin qui avait 4 ans quand il était dans ton programme de crèche, par exemple. Il est passé par ta crèche, il est passé par ton programme d'aide aux devoirs. Maintenant, il a 25 ans, et il est co-président du comité sur l'éducation. Ou il est co-président du comité sur le logement. Ceux qu'on mobilise font partie de la famille [*this is family that you're organizing with*]. Tandis que les programmes permettent de créer une structure d'activités qui répondent à un certain nombre de besoins, le *community organizing*, ça consiste à ce que les gens les plus directement touchés se rassemblent pour résoudre des problèmes de qualité de vie.

En quoi les programmes aident-ils à mobiliser ? [...] Prenons l'exemple de la

Ernest Burgess et Clifford Shaw dans les années 1930. Fort de sa formation intellectuelle, de son expérience ultérieure de travailleur social, et s'inspirant de la radicalisation du mouvement syndical américain, il entreprend à la fin des années 1930 de fédérer les différentes organisations des quartiers immigrés de Chicago pour améliorer les conditions de vie de ceux qui, dans les usines, luttent pour l'amélioration des conditions de travail. Le modèle de militantisme qu'a mis en place Alinsky reposait sur une forte division du travail militant et sur l'intervention de professionnels extérieurs aux quartiers.

3. Saul Alinsky (1909-1972) est considéré comme le père fondateur et l'un des principaux théoriciens du *community organizing*. Né en 1909 à Chicago de parents juifs immigrés, Alinsky a suivi des études de sociologie et de criminologie à l'université de Chicago avec

campagne pour Dyett High School⁴. Le lycée est au 555, East 51st Street. Je suis dans le conseil d'école de Dyett depuis 2003. Ce lycée est en train d'être saboté par le district. Alors que c'est à Dyett qu'il y a eu la plus forte augmentation du nombre d'inscriptions à l'université en 2008 et en 2009, et qu'il y a eu une forte baisse du taux d'exclusions, ils ont commencé à désinvestir. Aujourd'hui, Dyett est en train de fermer complètement. Et on savait que si Dyett fermait, il n'y aurait plus de lycées publics non sélectifs [*open enrollment neighborhood high schools*] dans le quartier. Il n'y aurait plus que des lycées sélectifs ou des *charter schools*⁵. Et on savait que c'était une question de droits civiques. Avant même que la fermeture ne commence, dès 2009, les gens du quartier [*the community*] ont commencé à élaborer un projet de transformation. J'ai participé à ce processus-là. On est passés d'une ébauche à un projet de transformation complet, pour faire de Dyett un lycée spécialisé en énergies renouvelables et en « leadership global ». On a même fait un budget. Parce qu'il y a de réelles velléités de *gentrifier* [*gentrify*] le quartier. [...] Mais où iront nos enfants si Dyett ferme ? Depuis deux ans et demi, nous nous mobilisons. Qu'est-ce que ça veut dire, concrètement ? Comment est-ce qu'on fait bouger l'une des villes les plus ségréguées des États-Unis, une ville qui veut créer des districts scolaires à la carte ? Nous voulons annuler leur décision de fermer le lycée, nous ne voulons

pas qu'il ferme. Une semaine de grève ou cinq jours d'actions militantes, ça ne suffit pas. Il faut une pression constante. Cela va des manifestations devant la maison du conseiller municipal du quartier, à un *sit-in* de trois jours devant sa maison, de l'interruption des réunions du conseil municipal (au risque de se faire arrêter), au blocage de la circulation en plein centre-ville, en déployant une grande banderole « Sauvez Dyett High School », à, pour finir, l'organisation de trois énormes réunions à la mairie et la prise de contrôle d'une réunion du conseiller municipal à la mairie. C'était un effort énorme. J'ai été arrêté deux fois. [...] Pour faire cela, il faut un certain niveau d'engagement envers l'organisation. Il faut avoir des relations fortes avec les gens. Même si on n'organise pas de programmes d'aide, il faut quand même pouvoir répondre aux besoins des gens, tisser des liens forts avec eux, avoir un mode de fonctionnement plus collectif. C'est pour ça que les programmes sont importants, à mon avis. C'est cela qui m'a permis de comprendre comment mobiliser [*organize*] de manière différente. Il faut que les membres se sentent engagés, pas uniquement sur une question particulière, mais envers toute l'organisation. Mais dans le quartier il y a des gens qui n'apprécient pas notre lutte pour Dyett High School.

Pourquoi ?

Parce qu'il y a des gens qui ont été nommés pour être la voix de la communauté. Quand on veut prendre une décision, ce sont eux qui doivent la valider. Par conséquent, les membres de ces différents comités ont soudainement reçu des centaines de milliers de

4. Au mois d'août 2015, six mois après la réalisation de l'entretien, une grève de la faim a été lancée par une dizaine de militants et de parents d'élèves pour la réouverture de Dyett, à laquelle J.B. a activement participé.

5. Écoles privées opérant avec des fonds publics.

dollars pour financer des programmes d'aide aux devoirs. Ils ont des contrats immobiliers. Et donc pour pouvoir être la voix de l'exclusion [*disenfranchisement*], ou de l'exclusion acceptée, ils ne peuvent pas se permettre qu'on soit là, à dire « non, ce n'est pas ce que dit la communauté ». Il y a plus de gens à nos réunions, alors non, effectivement, ce n'est pas ce que dit la communauté ! [il rit] Et donc on a souvent été isolés, pour cette raison-là. Je ne suis pas en train de dire qu'on est parfaits, parce que c'est loin d'être mon cas. Mais nous, on est fidèles à notre base. D'ailleurs, c'est pour ça qu'on a une base, tu vois ? [...] La campagne pour Dyett a mobilisé des milliers de personnes, littéralement. Plus de deux milles cartes postales signées ont été envoyées à Rahm Emanuel. Souvent, les luttes sont prises en charge par une seule organisation, mais pour Dyett on a construit une coalition, qui regroupe plusieurs organisations. On n'est pas un de ces groupes que la mairie de Chicago va appeler pour dire : « Vous savez, on a des fonds pour des programmes de soutien aux hommes noirs. » [...] On ne peut pas rencontrer le maire. On a dû faire un *sit-in* devant la mairie pour qu'ils acceptent de discuter avec nous. On est la plus vieille *community organization* africaine-américaine de Chicago, et la plus grosse. Alors c'est quoi ton problème ? Tu vois ? On n'est pas des *advocates*⁶, on est une organisation avec des membres. Et nos membres ont des choses à dire. [...] Et donc ce que font le maire et Chicago Public Schools, c'est qu'ils créent des structures bidon,

6. *Advocacy* consiste à « parler au nom de », à défendre des « causes » ou des groupes sociaux sans mettre en avant la prise de parole directe de ceux au nom de qui on parle.

comme les Community Action Councils, qui ne sont pas de vraies organisations de quartier [*community groups*]. Ils sont uniquement là pour la façade. Tu me suis ? Et ce qu'ils font, c'est qu'ils prennent des positions opposées aux nôtres. C'est pour ça qu'on a dû en arriver là où on en est arrivé pour Dyett. Eux, ils sont incapables de faire venir trois cents personnes à la mairie. Nous, si. Et c'est ce qu'on a fait. Et on a pris le contrôle de la réunion du conseiller municipal, parce qu'il a essayé de nous entuber en nous invitant à un truc bidon autour de Dyett High School, comme si on venait des banlieues huppées. [...] On peut organiser nos propres réunions. [...] Mais il faut aussi se rappeler qu'on vit tous en société, qu'on paie des impôts : il est où, notre retour sur investissement ? Quand on regarde les communautés noires, on la voit, la discrimination intentionnelle. C'est clair comme de l'eau de roche. Prends Lincoln Park, au nord, où c'est classes moyennes, classes supérieures blanches : s'ils veulent aller à l'hôpital, ils vont à l'Illinois Masonic, l'un des cinquante meilleurs hôpitaux du pays. S'ils veulent envoyer leurs enfants à l'école, ils les envoient à Oscar Mayer, à Agassiz ou à Pritzker. C'est des excellentes écoles. S'ils veulent de la nourriture, ils vont à Whole Foods, tu me suis ? Ils n'ont pas besoin de se battre pour avoir des logements de qualité. Ce que je veux dire, c'est qu'ils n'ont pas besoin de manifester pour avoir tout ce qu'ils ont. Et pour moi, ça, ça clôt le débat, parce que... [*silence*] Et puis tu viens ici, nos écoles sont fermées. Tu viens ici, Price Elementary, au coin de la rue, est fermée. Tu vois ce qui se passe à Dyett. On n'a aucune épicerie. Comme je te l'ai dit, l'épicerie du quar-

tier, c'est One Stop. C'est une épicerie nullissime ! Il est où, notre retour sur investissement ? Et ça, pour moi, c'est la question que doivent mettre en avant les *organizers*, les municipalités, les États, les organisations privées. C'est sur cette question-là qu'on doit faire pression sur les décideurs. Les gens d'origine africaine [*people of African descent*] sont diabolisés. Parce que la pauvreté, ça rapporte. Ça rapporte de faire de nous des voyous, de piéger nos écoles pour que les jeunes ne puissent pas s'en sortir. Ici, l'industrie post-secondaire, pour les jeunes, c'est pas les syndicats, où un tas de jeunes Blancs qui ne veulent pas aller à la fac peuvent aller. On ne nous accepte quasiment pas dans les syndicats. Notre cursus post-secondaire, si on ne veut pas, si on ne peut pas aller à l'université, c'est la rue. Il faut en parler, de ça, parce que les chances sont censées être les mêmes pour tous. Et beaucoup d'entre nous ne veulent pas la poser, cette question, parce que, putain, c'est difficile [*it's a hard-ass question*] – pardon, ça m'a échappé. Ça donne vraiment, vraiment envie de forcer l'Amérique à se regarder dans la glace, à contempler sa sauvagerie. [*silence*] Et je ne suis pas en train de dire qu'il y a deux docteurs maléfiques dans une pièce qui complotent contre les communautés noires. Mais je pense qu'on a décidé, de manière systématique, que nous méritions moins que les autres. ■